



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 30 octobre 2023

EN RÉSUMÉ

LUNDI 30 OCTOBRE

- Le président de la République Emmanuel MACRON a annoncé un projet de loi pour inscrire l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution

MARDI 31 OCTOBRE

- La commission des Affaires sociales a auditionné Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, puis avec M. Thomas CAZENAVE, ministre délégué chargé des Comptes publics, sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024.

JEUDI 2 NOVEMBRE

- M. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et de la Prévention, a participé à la visioconférence hebdomadaire organisée avec les directeurs généraux d'ARS, aux côtés de Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé.

Nominations

M. Laurent BIEN, jusqu'alors directeur du Centre Hospitalier Ouest Réunion, a été nommé directeur de l'Agence de santé du territoire (ARS) des îles Wallis et Futuna.

Mme Julia CLAVEL, conseillère petites et moyennes entreprises, artisanat, tourisme et économie sociale et solidaire à l'Elysée et à Matignon, devient directrice de la stratégie et M&A du Groupe Orpea

Mme Mathilde VIART est nommée conseillère diplomatique et chargée du CNR "santé" au cabinet de M. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et de la Prévention

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- PLFSS** : Les amendements retenus par le gouvernement sur la partie dépenses du PLFSS :
 - Les préservatifs internes et externes gratuits pour les moins de 26 ans
 - Un financement forfaitaire des actes de radiothérapie au plus tard début 2026
 - Suppression du délai de carence en cas d'interruption médicale de grossesse.
 - Prolongation d'un an de l'expérimentation de relayage
 - Suppression de l'article 39 transposant l'ANI du 15 mai 2023
 - Facilitation de la prise du congé paternité pour les agriculteurs
- AME** : Plus de 3000 soignants, dont la Prix Nobel de médecine (2008) Françoise BARRE- SINOUSSEI et le président du Comité consultatif national d'éthique Jean-François DELFRAISSY, s'opposent fermement et de manière unie au projet de « suppression de l'AME au profit d'un dispositif dégradé » et appellent, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, « le gouvernement et nos élus à renoncer à tout projet portant atteinte ou venant restreindre son périmètre » comme le prévoit le projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration examinée à partir de lundi au Sénat. Les signataires rappellent qu'en Espagne, la mise en œuvre d'une politique similaire en 2012 avant abrogation en 2018 avait entraîné « une augmentation de l'incidence des maladies infectieuses ainsi qu'une surmortalité ».
- IHU Marseille** : L'agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) va alléger les restrictions imposées en matière d'essais cliniques à l'IHU de Marseille, autrefois dirigé par M. Didier RAOULT, sans pour autant les lever intégralement. "Les recherches impliquant la personne humaine (RIPH) pourront reprendre mais sous certaines conditions", a déclaré l'Agence dans un communiqué, jugeant que l'IHU n'appliquait toujours pas de façon "totalement satisfaisante" la réglementation en matière de prise en charge des patients. En cause notamment, la mise en ligne au printemps d'une nouvelle étude sur les effets de l'hydroxychloroquine, cosignée par M. RAOULT. L'IHU a martelé qu'elle n'était qu'"observationnelle" et ne constituait donc pas un essai clinique, mais cette interprétation est sujette à caution. L'ANSM impose désormais à l'IHU et l'AP-HM de transmettre un bilan trimestriel des projets d'essais cliniques ainsi que des prescriptions de traitements hors autorisation de mise sur le marché (AMM).